

le mouvement syndical, ni le monde des affaires, ni personne sauf quelques ministres du cabinet et députés d'arrière-banc d'en face. Peut-être l'orateur suivant nous parlera-t-il de l'immense appui dont jouit cette mesure fiscale partout au Canada, parce que je n'en vois pas.

Il serait exagéré de dire que tout est mal dans ce bill. Nous devons reconnaître qu'il est un succès sous certains rapports, en ce sens que le gouvernement a réussi par ce bill à se mêler des droits des provinces. Il s'est également arrangé pour saper une tradition de longue date, le principe de l'association à la base même de la confédération. Il a également réussi à prouver son incompétence totale à l'égard des questions économiques et, maintenant, ce bill démontre qu'il est également incapable de maintenir l'unité nationale. Le gouvernement a très bien réussi à cet égard, et il a également parfaitement réussi à édifier une Fonction publique de 640,000 employés.

● (2042)

Dans des discours précédents, j'ai déjà dit que le gouvernement était devenu le plus gros employeur du pays avec un effectif de 640,000 fonctionnaires, mais il y maintenant un ministère qui est devenu encore plus gros que l'ensemble de la Fonction publique, il s'agit bien sûr de la Commission d'assurance-chômage. En fait, les chômeurs forment le plus gros groupe d'employés au Canada. Si vous ajoutez à ces 640,000 fonctionnaires ceux des gouvernements provinciaux et des municipalités, et par-dessus le marché ceux qui reçoivent de l'aide de divers paliers de gouvernement au lieu d'assurer eux-mêmes leur existence, vous vous demandez qui fait tout le travail. Vous vous demandez où se trouve la minorité qui travaille fort pour faire vivre toute cette bureaucratie et tous les organismes gouvernementaux.

Jusqu'ici le débat a été centré, et c'est normal, sur les problèmes posés par ce bill. Mais que dire du principe encore plus vague de la réduction d'impôt visant à stimuler l'économie? A mon avis, le bill échoue également à cet égard car, tout d'abord, il ne prévoit qu'une réduction fiscale mineure et, deuxièmement, il n'est pas accompagné d'une réduction équivalente des dépenses de l'État. A l'heure actuelle, nous grevons le travail, la croissance, l'investissement, l'épargne et la productivité tandis que nous subventionnons la consommation non productive, l'assistance sociale et l'endettement. Quoi d'étonnant si les éléments positifs cèdent la place aux éléments négatifs?

La véritable raison de nos problèmes économiques actuels c'est que les impôts nuisent à l'initiative. Les impôts à tous les niveaux accaparent maintenant plus de 43 p. 100 de notre revenu national brut ce qui, de pair avec un taux d'imposition très élevé, empêche l'entreprise privée de créer des emplois et d'augmenter le revenu national brut réel. Que fait le gouvernement face à la situation? Il refuse d'accorder des réductions d'impôt permanentes et continue à augmenter ses dépenses pour créer de nouveaux programmes où il jette l'argent par les fenêtres. Pendant ce temps, l'inflation augmente de jour en jour nos impôts et les gens passent à une tranche d'imposition plus élevée ce qui n'est pas pour inciter les travailleurs ou les investisseurs à prendre des initiatives.

Souvenons-nous que lorsque nous parlons d'une réduction majeure de l'impôt, il ne s'agit pas d'une réduction fiscale

Impôt sur le revenu—Loi

destinée aux investisseurs, mais aux travailleurs, c'est-à-dire une incitation destinée à la main-d'œuvre ainsi qu'à l'entreprise. Pour augmenter le revenu de tous les Canadiens, déduction faite de l'impôt, et pour relancer l'économie canadienne, le gouvernement devrait envisager des programmes comme ceux à l'étude actuellement aux États-Unis, qui réduiraient le taux de l'impôt sur le revenu d'environ 33 p. 100; une réduction non pas de 2 et de 1 p. 100, ce qui couvre à peine l'inflation, mais bien une réduction de 33 p. 100. Il faudrait réduire de 3.2 p. 100 l'impôt sur les sociétés et prévoir une déduction complète de toute perte en capital. Ce serait là des incitations un peu plus hardies que celles qu'on nous propose et c'est ce dont notre économie a besoin actuellement.

En s'attaquant énergiquement aux maux économiques dont souffre notre pays, on stimulerait immédiatement la croissance économique, l'emploi et l'investissement. On accroîtrait ainsi l'assiette de l'impôt de la nation, ce qui se traduirait par une augmentation des recettes provenant de l'impôt, à tous les paliers de gouvernement. Pour ne pas augmenter le déficit budgétaire, on procéderait à une réduction des dépenses du gouvernement correspondant aux versements faits au titre de l'assistance sociale et du chômage.

Ce n'est pas une innovation, et le président Kennedy proposait déjà aux États-Unis de le faire en 1963. A la suite de la massive réduction fiscale de 1963, les États-Unis ont alors connu une croissance de l'investissement réel qui a été l'une des plus élevées de l'histoire moderne. Cette année-là, le pays a connu l'inflation la plus basse de toute l'histoire moderne, la croissance de la production industrielle réelle la plus élevée et l'augmentation du revenu disponible réel le plus rapide. Ce n'est pas une idée jetée en l'air, mais un programme qui en fait a été appliqué, et qui présentait une réduction d'impôt de 25 p. 100 à tous les échelons de l'économie.

Des réductions d'impôt importantes et non pas provisoires ou minimes ne constituent pas un remède inédit et cette politique fiscale a fait ses preuves dans de nombreux pays. En Grande-Bretagne, par exemple, le revenu fut imposé pour la première fois en 1799. Quelques années plus tard, à la suite des pressions dues aux guerres napoléoniennes, l'impôt augmentait rapidement, en même temps que la dette nationale. Bien que l'impôt sur le revenu constituât en 1815 le cinquième des recettes de la Grande-Bretagne, soit 15 millions de livres, et que la dette du pays eût atteint alors la somme astronomique de 900 millions de livres, cette même année, le Parlement décida d'abolir l'impôt sur le revenu. Peut-on imaginer un pays qui abolit purement et simplement l'impôt sur le revenu!

A cette époque, comme aujourd'hui, les experts financiers poussaient de hauts cris. On disait que la dette écraserait l'économie et qu'il faudrait que les impôts restent élevés pour la rembourser. Ce qui est arrivé, cependant, c'est que l'abolition de l'impôt sur le revenu a déclenché une ère d'expansion économique pour la Grande-Bretagne qui a duré 60 ans et qui, à la fin du siècle, avait sensiblement réduit la dette en chiffres tant absolus que relatifs. Au cours de la même période, le taux d'intérêt sur les obligations du gouvernement a sans cesse diminué, démontrant la richesse des épargnes qui avait été créée par le faible niveau d'impôt et une plus grande prospérité qui accroissait le niveau réel de revenu de tous.